



Strasbourg, 20 juin 2006
DGIV/EDU/HE (2006) 25

***L'enseignement supérieur pour une
culture démocratique:
Citoyenneté, droits de l'homme et responsabilité
citoyenne***

RESUMES et BIOGRAPHIES

Strasbourg
22 – 23 juin 2006
Salle 1

Directorate General IV: Education, Culture and Heritage, Youth and Sport (Directorate of School, Out-of-School and Higher Education – Higher Education and Research Division) of the Council of Europe,

Distribution: meeting

Martin J. Blank

L'école communautaire, vecteur clé du développement d'une culture démocratique

Ces dernières années aux États-Unis, l'enseignement public a tendance à se focaliser sur la réussite scolaire au détriment d'autres objectifs liés au développement de l'enfant et du jeune, reléguant à l'arrière plan sa vocation première : le développement de citoyens instruits, susceptibles de participer au maintien de la démocratie.

Dans ce contexte, on assiste au regain de l'école communautaire. Considérée comme une alternative pour réaliser les multiples objectifs de notre système éducatif, c'est à la fois un lieu et des partenariats avec la communauté, autour d'un ensemble cohérent d'objectifs – dont l'épanouissement du jeune, le soutien de la famille et le développement de la communauté. Son curriculum accorde une place majeure à l'apprentissage de la réalité du monde, avec des services rendus à la communauté et la résolution des problèmes qu'elle rencontre. Grâce à l'allongement de la journée et de la semaine scolaires, l'école communautaire va à la rencontre des familles et des résidents de la communauté. En bref, elle possède des outils sans pareil pour former des citoyens instruits, renforcer la famille et la communauté et participer au développement d'une culture démocratique et des droits de l'homme.

Partout dans le monde, le mouvement en faveur des écoles communautaires est en train de voir le jour. L'Écosse, l'Angleterre et la Hollande ont mis en place des politiques nationales en la matière. Dans plusieurs régions d'Europe orientale, dans les ex-républiques soviétiques, en Afrique et en Amérique du Sud, l'école communautaire devient un outil pour le développement civique.

Les gouvernements à tous les niveaux, les organisations communautaires, publiques et privées, les institutions religieuses et les groupes locaux ont tous un rôle à jouer. Les établissements d'enseignement supérieur (EES) sont des partenaires de premier plan du développement des écoles communautaires ; l'école communautaire est en effet une approche particulièrement adaptée pour les EES concernés par l'élaboration d'un nouveau consensus démocratique, et ce pour trois raisons : 1) l'école est la seule entité à toucher pratiquement tous les jeunes dans le monde entier ou presque, c'est aussi le lieu où s'acquièrent les compétences fondamentales d'une citoyenneté démocratique ; 2) grâce à son approche interdisciplinaire, l'école communautaire est un vecteur de coopération entre les multiples disciplines et départements des EES pour qu'ils forment ensemble des citoyens instruits tout en réalisant leurs objectifs respectifs ; 3) au moment où l'on exige de l'enseignement supérieur qu'il rende des comptes, l'école communautaire offre aux établissements concernés la possibilité de s'engager activement dans les problèmes et les défis que rencontrent les communautés dans lesquelles ils sont basés.

L'expérience des États-Unis illustre le rôle que peuvent jouer les EES notamment dans les services à la communauté et le développement local, l'exercice de responsabilités par les jeunes, le renforcement des capacités et la création d'écoles communautaires. Par exemple, l'Université de Dayton et l'Université Xavier mettent à contribution les résidents de la communauté, en tant que partenaires égaux, dans la planification et le développement des

écoles communautaires. A l'Université du Nouveau Mexique, les étudiants travaillent avec des élèves des écoles secondaires d'Albuquerque pour renforcer leurs aptitudes à exercer des responsabilités et une citoyenneté active. Le John Gardner Center for Youth and their Communities met sa capacité d'accueil et ses équipements au service de la conception d'une stratégie nationale pour les écoles communautaires basée sur l'utilisation performante des données locales. L'Université de Pennsylvanie, par le biais de son Center for Community Partnerships, est l'institution de référence pour les écoles communautaires dans l'Ouest de Philadelphie. Enfin, la Sayre High School est l'exemple le plus abouti d'école communautaire soutenue par une université, mais aussi les établissements d'enseignement supérieur et les écoles (médecine, infirmières, dentistes et travail social).

Pourtant, d'une manière générale, le rôle des EES dans le développement de l'école communautaire reste limité – situation qui reflète trois facteurs : 1) les EES sont connus pour être d'un accès difficile et n'ont pas fait grand chose pour que cela change ; 2) les EES ont la réputation de se concentrer sur leurs propres intérêts plutôt que de faire leurs les intérêts de la communauté, et ; 3) les autres partenaires refusent de consacrer de leur temps à exploiter leurs atouts avec les EES.

Pour faire tomber ces obstacles, les EES doivent considérer que faire le lien systématique avec la scolarité K-12 fait partie de la mission clé de l'institution dans son ensemble – et pas seulement de l'école des sciences de l'éducation. Elles doivent voir dans ce lien un outil crucial pour le développement des valeurs démocratiques de leurs propres étudiants, mais aussi pour le renforcement de leur propre capacité et de celle de toute la communauté à cultiver la démocratie et les droits de l'homme. Les EES ne peuvent se contenter d'attendre d'être invités à faire partie des initiatives d'écoles communautaires ; cela doit faire partie de leur mission.

Si l'on veut que l'école communautaire tienne ses promesses, à savoir être le vecteur du développement de citoyens actifs et engagés, défenseurs des valeurs démocratiques et respectueux des droits de l'homme, les EES et les universités doivent participer à la manière de partenaires unis au sein d'une entreprise collective mue par les résultats que tous en attendent. L'engagement sans faille des responsables de l'enseignement supérieur sera déterminant dans l'objectif de relever le défi du renforcement de la communauté et de la démocratie au 21^e siècle.

Robert A Corrigan

En plus de quatre décennies dans l'enseignement supérieur américain, le phénomène à mon avis le plus passionnant auquel nous avons assisté est le retour à notre traditionnelle mission : préparer nos étudiants à participer activement et en connaissance de cause à une société globale et démocratique. Notre objectif est de remettre des diplômés à des hommes et des femmes qui soient préparés à nous construire un monde meilleur et plus juste – et désireux de le faire ; qui croient en quelque chose et s'appuient sur ces convictions pour agir ; qui votent, se portent volontaires et soient actifs dans les affaires civiles.

Ces vingt dernières années, ce mouvement a grandi progressivement : à partir d'un engagement dans le service au profit de la communauté, un lien direct a été créé entre ce service et l'expérience scolaire par le biais de l'apprentissage du service à la communauté. Aujourd'hui, sous la bannière de l'engagement civique, on assiste à la promotion des capacités et des valeurs de l'active participation au sein des sociétés démocratiques.

Dans tout le pays, l'enseignement supérieur est épaulé dans cet effort par des partenaires privés et philanthropiques dont, pour n'en citer que quelques-uns : *The New York Times*, qui s'est associé à l'American Association of State Colleges and Universities (AASCU) et la Carnegie Foundation for the Enhancement of Teaching pour lancer un projet, le « American Democracy Project » ; Campus Compact, qui coopère avec l'Association of American Colleges and Universities (AAC&U) au sein du Center for Liberal Education and Civic Engagement ; et des philanthropes privés comme Jonathan Tisch qui, le mois dernier, a fait don de 40 millions de dollars à l'Université Tufts University pour la création de son College of Citizenship and Public Service – dont l'objectif est de faire de tous les diplômés de Tufts des citoyens engagés et des responsables actifs dans la construction de communautés et de sociétés plus fortes.

De tels partenariats sont essentiels pour propager le mouvement. Mais, pour faire de l'éducation civique – ou de l'éducation à la démocratie – une composante fondamentale de l'enseignement supérieur, les établissements, individuellement, doivent créer ce que j'appellerais une « culture d'engagement » partagée par les enseignants, les étudiants, le personnel et l'administration. La création d'une telle culture est l'affaire de l'université dans son ensemble ; elle ne peut se concevoir sans le soutien et l'encouragement de l'administration au plus haut niveau. C'est par ailleurs un processus coûteux, qui requiert des systèmes d'encouragement et de récompense pour inciter les enseignants à intégrer l'engagement civique dans leurs cours, dans les projets d'étudiants et les travaux de recherche. Il signifie d'offrir aux étudiants des possibilités de s'impliquer directement dans les processus électoraux – en procédant à l'inscription des votants, à l'éducation des votants et en faisant campagne pour gagner des votes sur le campus. Cela signifie aussi de mettre à profit les grands événements universitaires, comme la rentrée, pour inviter sur le campus afin de les récompenser des personnalités qui vivent conformément aux valeurs que nous voulons inculquer à nos étudiants. Cela signifie aussi d'utiliser les différends qui opposent les étudiants – comme une rencontre entre étudiants pro-Israéliens et pro-Palestiniens – pour leur enseigner le débat civil et l'art de la dissension.

Des exemples tirés de plusieurs universités permettront d'illustrer cette « culture d'engagement » en action, et les multiples façons dont les étudiants apprennent et pratiquent la démocratie.

B M Gourley

Promouvoir des cultures démocratiques : un cadre d'action

La notion de culture « démocratique »... désigne bien plus qu'une démocratie comme forme d'autonomie. Elle fait référence à une forme de vie sociale dans laquelle les barrières injustes et les privilèges de rang sont abolis, dans laquelle les gens ordinaires peuvent s'exprimer au sujet des institutions et des pratiques qui façonnent leurs vies et leur avenir. Ainsi, ce qui rend une culture démocratique, ce n'est pas la gouvernance démocratique mais la participation.
Balkin, 2004¹

C'est une définition qui, si elle peut paraître trop simple, a pourtant une forte signification. Dans le contexte global de l'enseignement supérieur, elle nous confie à tous la responsabilité de prendre des mesures actives pour garantir à chacun des chances égales et la possibilité de participer, sans entrave et à tous les niveaux, à un système d'enseignement supérieur inclusif et équitable. Si nous mettons tout en œuvre dans cet objectif, alors nous pourrions légitimement revendiquer d'encourager et de promouvoir une culture globale véritablement démocratique. En cas d'échec, les conséquences seront graves : si nous n'augmentons pas les opportunités offertes à l'ensemble des citoyens, nous nous exposons à une croissance économique non durable, car nous priverons l'économie mondiale de la connaissance de la main-d'œuvre hautement qualifiée dont elle a besoin – sans parler de l'aggravation radicale de problèmes mondiaux comme le crime et la terreur, qui sont les actes de ceux qui estiment leurs droits bafoués et se considèrent exclus de la société.

Dans mon intervention, je commencerai par identifier quelques-unes des dimensions clés de la démocratie. Ensuite, je décrirai les principaux facteurs qui ont influé sur l'enseignement supérieur au 21^e siècle. Enfin, je tracerai un cadre d'action pour l'agenda de la démocratie, en prenant pour point de départ les trois questions ci-après :

- La première concerne la façon dont nous gouvernons : quels sont les processus décisionnels en place et qui prend les principales décisions ?
- La deuxième concerne notre identité : qui sommes-nous ? Autrement dit, quelle est la composition de notre personnel et de notre corps d'étudiants ?
- La troisième est en fait le meilleur indicateur de nos intérêts réels : que faisons-nous ? Autrement dit, comment procédons-nous pour promouvoir véritablement et activement l'agenda de la démocratie au moyen de nos recherches, de notre enseignement et de notre engagement communautaire ?

Il nous faut trouver des nouvelles méthodes, novatrices, pour répondre aux droits des citoyens à être éduqués, que ce soit dans les pays développés ou en développement. La technologie, avec la portée de ses satellites et sa capacité à reproduire pour le plus grand nombre ce qui a été conçu pour quelques élus, est porteuse d'immenses possibilités – et donc de grands espoirs. Elle nous libère des contraintes géographiques d'antan. Elle nous met face à des possibilités pratiquement illimitées d'éduquer des millions de gens qui, sans elle, seraient condamnés à la pauvreté et à la souffrance.

¹ Balkin, JM (2004), Digital speech and democratic culture: a theory of freedom of expression for the information society. 79 N.Y.U. L. Rev. 1.

Mais nous ne pouvons agir seuls. Nous pouvons soit embrasser la riche mosaïque des peuples de toutes les cultures, races, religions ou genres, soit nous réfugier dans ce qui nous est familier. Or, la réaction naturelle n'est pas forcément la plus astucieuse ; à l'époque de la mondialisation, elle est même dangereuse. Le temps n'est pas à la compétition, aux gagnants et aux perdants, mais à la collaboration et à la réconciliation. C'est aussi le temps d'un fort leadership intellectuel, qui affirme les liens qui nous lient en tant que citoyens de la même planète et qui revendique l'éthique d'une humanité commune. J'ai la conviction que nous pouvons nous épauler à cette fin – une fin qui, en dernière analyse, concerne la démocratie et la justice sociale dans leur pleine mesure.

Biographie

Le professeur Brenda Gourley est vice-présidente de l'Open University (OU) du Royaume-Uni. Professeur de comptabilité et de finances, elle partage avec l'OU l'objectif de justice sociale et la foi en l'éducation comme outil pour éradiquer les inégalités croissantes dans la société globale. Auparavant, elle était vice-présidente de l'Université de Natal en Afrique du Sud.

Thomas Hammarberg

Promouvoir les droits de l'homme et la citoyenneté démocratique

Il faut sensibiliser le plus grand nombre aux efforts déployés pour améliorer la protection des droits de l'homme. Par ailleurs, il est essentiel que les citoyens puissent s'informer au sujet de leurs droits et apprendre à respecter ceux des autres. Le système scolaire a un rôle important à jouer dans ce processus. Parallèlement, les organisations non gouvernementales occupent une place essentielle dans la construction d'une société fondée sur les droits de l'homme. Quelques catégories professionnelles hautement instruites contribuent tout particulièrement à la promotion des droits de l'homme : ce sont les enseignants, les juristes, les journalistes, les travailleurs sociaux, les personnels de santé, les militaires et les officiers de police. Les former pourrait changer les choses.

Biographie

Thomas Hammarberg est Commissaire aux droits de l'homme au Conseil de l'Europe ; il est entré en fonction pour six ans en avril 2006. Auparavant, il était Secrétaire général du Centre international Olof Palme, en Suède. Parmi les autres fonctions qu'il a occupées, citons celle de Conseiller régional pour l'Europe, l'Asie centrale et le Caucase au Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, et représentant suédois pour le processus de paix multilatéral au Proche-Orient. Il a également été représentant personnel du Premier ministre suédois à la Session extraordinaire consacrée aux enfants de l'Assemblée générale des Nations Unies et Président du Conseil international pour l'étude des droits humains. Auparavant, il avait été représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour les droits de l'homme au Cambodge, Secrétaire général d'Amnesty International et Secrétaire général de la section suédoise de Save the Children. Il a également été responsable du service étranger au quotidien Expressen, correspondant diplomatique pour la Radio suédoise et enseignant.

Ira Harkavy

Biographie

Ira Harkavy est vice-président adjoint et directeur fondateur du Center for Community Partnerships à l'Université de Pennsylvanie. Historien, il enseigne dans les départements d'histoire, d'études urbaines, d'études africaines et d'aménagement urbain et territorial. Il est rédacteur en chef des Universities and Community Schools et membre de plusieurs conseils internationaux, nationaux, régionaux et locaux, dont : le Conseil consultatif de la Social, Behavioral and Economic Sciences (SBE) Directorate of the National Science Foundation ; le International Consortium on Higher Education, Civic Responsibility, and Democracy (co-président USA) ; et la Coalition for Community Schools (président). En 2005, il a participé au programme d'échange « Fulbright Senior Specialist » en Australie.

Tatsiana Khoma

Le rôle de l'enseignement supérieur pour une culture démocratique durable

Most contemporary political ideologies include at least nominal support for some kind of democracy. In many societies, due to the fact that people sometimes take democracy for granted, we seem to be faced with a decrease of social and political activity of citizens. Thus, more than ever, the role of education as a whole and higher education specifically must be recognized as a crucial source for keeping and developing democracy in all societies.

We, the students, as any other European citizen, strive to live in democratic societies, based on democratic principles and the rule of law, where our human rights would be secured and respected. It is through education that we also strive to foster these principles for improvement of the society as a whole. It has already been agreed that education plays a key role in building such societies. The University is a mirror of society where students acquire knowledge, learn their rights and how to exercise them.

One can say that you cannot build the spirit of democracy in the blink of an eye. Taking the example of post-communist countries, where you had societies coming from a background where democracy was not a part of their culture, you can notice that the people needed time in order to get used to living in a democratic culture that projected democratic values.

It is also true that through higher education one does not simply receive a formal education but also a number of non-formal skills and experiences for this is a period of learning and socializing. Modern society is a fancy mixture of cultures, languages, ethnicity and other societal factors. Higher education shall no longer be a privilege of the selected. The system of higher education should strive to reflect the social composition of the society and to give students the opportunity to integrate into it through socialization while studying.

Teaching democracy means raising awareness about human rights through the delivery of a holistic education. Through participation in an active academic and student life, students learn how to value and respect those rights whilst also enjoying the opportunity to exercise them.

The right to participate in decision making and the right to freedom of association and speech are of special importance to students because this means that they have the right to organize themselves in democratic organizations and participate in running of their universities. The idea of partnership and dialogue between all stakeholders is also essential. Even though in most European countries nowadays students are recognized as stakeholders, in reality their opinion is not always taken into account and governments do try to keep students under control.

It is widely agreed that teaching methods used at higher educational institutions should develop analytical and critical thinking skills. This is impossible without higher education institutions being fora for open discussions and expression of opinion about the development of higher education and society as a whole. Teaching should not be biased in any way and thus there should never be any sort of ideology imposed by higher education institutions, regardless of whether this ideology is pro-governmental or imposed by some other political actors.

During a conference on students rights held in Serbia in May, ESIB – the National Unions of Students in Europe stated its commitment to work on a European Charter of Students Rights. The document will contain the students' opinion about their rights as students. A consultation process with other stakeholders on the content and use of the Charter is also planned. Recognition and respect of these rights will be in our opinion a big step in front of democratization.

Biographie

Membre du Comité exécutif de l'ESIB en 2006. Étudiante militante au Bélarus, j'ai étudié l'économie internationale à l'Université d'Etat du Bélarus avant d'être expulsée en novembre 2005, soit dix jours avant ma nomination au Comité de l'ESIB. J'ai été responsable internationale et membre du Comité exécutif de l'Association des étudiants biélorusses, organisation clandestine.

Dr Caryn McTighe Musil

Biographie

Caryn McTighe Musil est vice-présidente de l'Association of American Colleges and Universities (AAC&U), où elle est également responsable du Bureau en charge des questions de diversité, d'égalité et des initiatives globales. Elle est particulièrement compétente dans les domaines suivants : réforme des programmes d'enseignement, formation des professeurs, engagement civique, diversité et questions de femmes. Elle co-dirige le Center on Liberal Education and Civic Engagement de l'AAC&U, créé en partenariat avec Campus Compact en 2003 ; ce centre est destiné à renforcer l'étude et la pratique, par les établissements d'enseignement supérieur et les universités, de l'engagement civique dans une démocratie caractérisée par la diversité et l'interdépendance mondiale, et à faire en sorte que ces efforts soient davantage au cœur du travail universitaire et de l'apprentissage des étudiants.

L'expertise du Dr Musil concernant les questions civiques est le fruit d'une longue expérience dans l'enseignement et l'administration, tout d'abord en anglais et dans les études de femmes, puis d'une vaste recherche sur les questions américaines de diversité au sens large. Dans *American Commitments: Diversity, Democracy, and Liberal Learning*, initiative « multi-projets » de l'AAC&U axée sur les troubles civils et destinée à définir la démocratie aux États-Unis, le Dr. Musil a, pendant huit ans, dirigé trois générations d'une initiative pour la formation des professeurs et l'élaboration des programmes d'enseignement qui a impliqué 130 institutions et 500 professeurs et administrateurs. Elle s'attache tout particulièrement à faire le lien entre les trois principaux mouvements de réforme éducative qui se chevauchent et recouvrent l'apprentissage global, civique et de la diversité – qui sont les composantes essentielles d'une éducation libérale au 21^e siècle.

Le Dr Musil a obtenu son B.A. d'anglais à l'Université de Duke, son M.A. et son doctorat d'anglais à l'Université de Northwestern.

Goolam Mohamedbhai

Le rôle de l'enseignement supérieur dans l'avènement d'un environnement favorable à une démocratie durable dans les pays en voie de développement

Pour que la démocratie puisse prendre racine dans un pays, il faut que la société de celui-ci soit prête à accueillir une culture démocratique. De nombreux pays en voie de développement ne réunissent pas, loin s'en faut, les conditions idéales pour l'apparition – et le maintien – d'une véritable démocratie fonctionnelle. Quatre conditions sont indispensables pour l'établissement d'une telle démocratie : un niveau raisonnable d'alphabétisation, l'absence d'une pauvreté trop extrême, la paix et la présence, au sein de la population, d'une culture favorable aux principes démocratiques.

Les statistiques mondiales montrent que dans les pays les moins développés les pourcentages d'adultes illettrés et de personnes vivant en dessous du seuil national de pauvreté atteignent un niveau inacceptable. Un grand nombre de ces pays sont aussi confrontés à des guerres et à des conflits. Ces conditions rendent plus difficile l'établissement durable de la démocratie. Elles ont aussi des répercussions sur la santé de la population et favorisent la criminalité, qui a elle-même un impact négatif sur la démocratie. Le contexte culturel, les croyances et les coutumes sont souvent tels que la démocratie est considérée comme un concept occidental inapproprié pour ces pays.

Les établissements d'enseignement supérieur des pays en voie de développement peuvent contribuer à combattre l'illettrisme des adultes en favorisant l'éducation non formelle dans le cadre des travaux d'intérêt général, en coopérant étroitement avec les ONG concernées et en menant des recherches sur l'alphabétisation des adultes. Pour faire reculer la pauvreté, les établissements d'enseignement supérieur doivent donner une formation appropriée à des personnels techniques qui seront animés par un esprit d'entreprise et disposés à travailler en milieu rural. Les enseignants, pour pouvoir promouvoir la paix, doivent être formés à développer parmi leurs élèves des comportements de tolérance et d'entente mutuelle, et les universités devraient à cette fin inclure dans leurs curriculums des modules relatifs à la paix et mener des recherches sur les origines des conflits. Les différents facteurs étant tous étroitement liés, l'alphabétisation et l'éducation devraient contribuer à faire reculer la pauvreté et, par conséquent, à réduire le risque de conflit et promouvoir la participation citoyenne et la démocratie.

Toutefois, l'absence d'autonomie et de liberté de l'enseignement pèse sur les établissements d'enseignement supérieur de nombreux pays en voie de développement, et elle les empêche de contribuer efficacement à la promotion de la démocratie. Les établissements peuvent cependant se soustraire à ces contraintes par le biais d'une collaboration avec les institutions des pays démocratiques et avec l'assistance des associations régionales et internationales d'enseignement supérieur.

Biographie

M. Goolam Mohamedbhai a été – entre 1995 et 2005 – vice-président de l'université de l'île Maurice. Il a obtenu à l'université de Manchester (Royaume-Uni) une licence et un doctorat en génie civil. Il a ensuite poursuivi ses études à l'université de Californie, à Berkeley, grâce à une bourse Fulbright-Hays.

Il est actuellement président de l'Association internationale des universités. Il a aussi été président de plusieurs associations d'universités, parmi lesquelles l'Association des universités du Commonwealth (2003-2004), les Echanges universitaires entre pays riverains de l'océan Indien (2001-2004) et l'université de l'océan Indien (1998-2005). Il est actuellement président du Comité scientifique régional pour l'Afrique du Forum mondial de l'UNESCO sur l'enseignement supérieur, la recherche et la connaissance.

Lars Lyng Nielsen

Promoting Human Rights and Democratic Citizenship

In a globalized world and an era of knowledge and communication, knowledge and access to communication are the real values, the possession of which can unite a society or separate people into the “haves” and the “have-nots”. The access to education and to a free exchange of ideas is a prerogative to the individual’s ability and possibilities to exercise her or his active role in a democratic society on a level that is not only symbolic. And only the active engagement of all individuals can ensure a sustainable democracy based not on rules but on a democratic culture.

HR are rather easily taught but difficult to learn. The numeric figure of 51% of the votes is understood immediately, but the importance of minority protection as a common good takes some time to digest.

Higher Education Institutions can teach Human Rights & Democratic Citizenship as a specific study or programme or can include these subjects in other programmes. This might have little or no impact on others than the students and teachers directly involved.

Therefore, to become important actors in the promotion of HR & DC, HEIs must develop into living examples of best practice, where HR & DC are not only taught, but are the major values that influence every aspect of daily life. And to disseminate these values HEIs must increase their interaction with community on all levels.

Co-operation with other HEIs, with governments, with industry etc. are self-evident factors. But HEIs should also develop into open regional or local centers of knowledge and culture, centers which are there for the benefit of the members of the local community, and which offer not only high quality academic research but also practical solutions to immediate problems. HEIs cannot be secret brotherhoods of hidden wisdom, but must share and discuss their values, their knowledge and their role in society in a common language.

Access to HEIs must be flexible and include assessment of competencies acquired outside the traditional primary and secondary education system. Higher Education Programmes – be it short cycle, medium cycle or long cycle tertiary education – must all be based on the newest research and cleared for all “blind alleys” as to ensure the individuals access to continued education to the highest level possible. The right and the possibility to engage in Life Long Learning is important to the individuals continued contribution to society. In this context the HEIs and programmes that are represented through EURASHE hold specific qualities and experiences. We are happy to offer our continued co-operation in the creation of the European Higher Education Area and to contribute to the promotion of HR and DC through this co-operation.

Biographie

Former positions as Lecturer at various colleges, Consultant at the Danish Ministry of Education, Head of Offices in the Danish Refugee Council and in the UNHCR (Bosnia & Croatia).

Since 1995 Rector at University College for Education and Social Education. Since 1997 chairman of the Rectors' International Committee.

Since 2002 member of the Executive Committee of EURASHE for Denmark. In Nicosia 2004 elected Vice President, re-elected in Dubrovnik 2006.

Dr. G. David Pollick

Biography

Dr. G. David Pollick became the 12th president of Birmingham-Southern College in July 2004 after serving since 1996 as president of Lebanon Valley College in Annville, Pa., a four-year, private liberal arts institution also affiliated with the United Methodist Church.

He received his bachelor's degree in philosophy from the University of San Diego; his master's degree in philosophy from the University of Ottawa, Canada; his Ph.L. in philosophy from St. Paul's University in Ottawa; and his Ph.D. in philosophy from the University of Ottawa.

Pollick also has served as co-chief executive officer and president of the Art Institute of Chicago and The School of the Art Institute of Chicago, acting president and provost and vice president for academic affairs at State University of New York College at Cortland, and dean of the College of Arts and Sciences and associate professor of philosophy at Seattle University in Washington. He also has held administrative and academic positions at Saint John's University in Collegeville, Minn., and College of Saint Benedict in St. Joseph, Minn.

In his brief tenure at Birmingham-Southern, Pollick has initiated plans to grow the college's enrollment from 1,400 to 1,800 over the next few years, position the college as a center for the discussion of issues surrounding human dignity, increase international study opportunities for students, add programming that will strengthen the college's position within the framework of national liberal arts colleges and society's needs, and broaden awareness and recognition of the college across the nation and world, among other initiatives.

The center piece of his work at Birmingham-Southern has been the establishment of the Center for Global Human Dignity. Based on the fundamental principle that advancing human dignity is central to the mission of liberal education, the Center has as its mission to investigate what it means to be human and what is required to advance human dignity in the world. Central to this investigation is the exploration of what impedes opportunities for people worldwide to live in an environment that sustains an inherent sense of personal worth and social responsibility.

Dr Aziz Pollozhani

Il n'existe pas de démocratie parfaite. Mais, à mon avis, certaines sont satisfaisantes, car suffisamment transparentes et participatives.

Chacun d'entre nous peut contribuer utilement à la construction d'une vie communautaire démocratique. Or, la démocratie dépend très fortement de l'éducation et de l'enseignement supérieur en particulier. Ce document tente donc de présenter quelques-uns des aspects majeurs de la mission de l'enseignement supérieur pour la culture démocratique, la promotion de la justice et de la compréhension et l'acceptation de la différence.

Les changements qui interviennent dans la vie quotidienne – au plan technologique, politique, social et humain – sont des processus d'ensemble qui influent sur la mission de l'enseignement supérieur. Ce document propose une réflexion sur l'efficacité réelle de l'enseignement supérieur et des universités en tant que biens publics, et sur leur obligation de former les étudiants professionnellement et de les éduquer à leur rôle de citoyens.

Je me suis efforcé de mettre l'accent sur ce que j'appelle la dimension culturelle dans l'enseignement supérieur et sur le changement de cap de la mission universitaire dans la perspective de revitaliser la société démocratique, d'instaurer le pluralisme et une gouvernance de qualité.

Il y a certes des différences culturelles et économiques à l'origine de changements cruciaux dans l'enseignement supérieur. Quoi qu'il en soit, j'appréhende la question dans son ensemble par rapport au nouveau contexte et au contenu d'apprentissage que propose la Déclaration de Bologne – document signé par mon pays en 2003.

En identifiant les facteurs déterminants pour une stratégie d'application des grandes valeurs démocratiques – en conséquence de la mise en place d'institutions démocratiques –, je voudrais mettre en lumière dans ce document quelques-uns des aspects importants notre Stratégie pour le développement de la démocratie et de la citoyenneté.

J'y évoque aussi les textes importants concernant les normes en matière de droits de l'homme et d'égalité, et les possibles obstacles aux motifs de l'ethnie.

Mon pays s'est engagé à instaurer l'égalité des chances d'accès dans l'enseignement supérieur et à promouvoir la qualité de l'éducation.

Je conclurai en évoquant quelques questions spécifiques comme la dimension multiethnique et multilingue et l'approche « multihistorique » qui caractérisent le système d'éducation national. J'insiste sur le fait que la violence surgit lorsque aucun mécanisme sociétal ou politique n'a été prévu pour y faire face. Enfin, mon intention, avec ce document, est de construire des voies de communication et de compréhension entre les cultures.

Biographie

Ministre de l'Éducation et des Sciences
Aziz Polozani

Date de naissance :
15 février 1957 à Struga

Formation :
Diplômé de la faculté de médecine à Pristina en 1980.
Diplômé de l'enseignement universitaire supérieur avec spécialisation en formation à Zagreb en 1988. Études spécialisées en Suisse en 1991.

Langues :
Anglais

Expériences professionnelles et politiques :

De 1983 à 1990 : faculté de médecine à Pristina.
De 1998 à 2000 : membre du Parlement .
Depuis le 1^{er} novembre 2002 : Ministre de l'Éducation et des Sciences.
1999-2002 : membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.
En 2002 : réélection en tant que membre du Parlement.
Participe aux relations politiques en tant que membre du gouvernement.

Autres :
Auteur et co-auteur de plus de 200 études scientifiques et professionnelles dans le domaine médical.

Susan Porter Robinson

Biographie

Ms. Robinson is Vice President for Lifelong Learning at the American Council on Education. In this capacity, she oversees the Center for Lifelong Learning—that in 1942 pioneered the evaluation of education and training attained outside the classroom. The programs that ensued from that vision include six Military and Corporate Programs which work with the nation's armed services and employers to recommend college credit for workplace training and education. The Center now retains the college credit recommendations for this work on official transcripts for nearly seven million adult learners.

In addition, Ms. Robinson plays a key role in shaping national lifelong learning policy through her membership on many boards and committees. Besides coordinating ACE's Commission on Lifelong Learning, a body of 30 college and university presidents, Ms. Robinson serves on governing and policy bodies, including appointments by two Secretaries of Agriculture to the U.S. Department of Agriculture Graduate School Board of Trustees and the Board of Directors for the Servicemembers Opportunity Colleges where she is past chair.

Ms. Robinson has also served on numerous national committees including the National Workplace Learning Conference; the Coalition for Lifelong Learning Organizations; Vice President Gore's Leadership Work Group on 21st Century Skills; the PBS Public Access Advisory Board; the Champions Group for corporate-collegiate alliances; and the Secretary of Defense's Education Roundtable. In addition, Ms. Robinson is Honorary Advisor at the University of Hong Kong's School of Professional and Continuing Education and a lifetime appointee to the Secretary of Defense's civilian outreach program.

Ms. Robinson received her Bachelors of Arts in English and Psychology at Marywood University and her Masters of Arts in English at Duke University. Ten years of her career were spent teaching these fields of study at institutions here and abroad, including the University of Maryland and the Universities of Deusto and Lejona in Spain.

Today Ms. Robinson is frequently invited both nationally and internationally to speak on lifelong learning trends and issues, with international presentations in Hong Kong, Macau, South Korea, Canada, Germany, Finland, and Italy.

Frank H. T. Rhodes

L'université du 21^e siècle est devenue la pierre angulaire et la porte d'entrée de toutes les grandes professions. Elle s'est aussi imposée non seulement comme un acteur majeur de la recherche fondamentale, mais aussi comme une force motrice de la société ; elle stimule le développement économique, offre un moyen de mobilité sociale et, de plus en plus, fournit des services essentiels et des opportunités culturelles à la communauté environnante – autant d'éléments qui forment le socle de la démocratie.

Ce document souligne les grandes tendances de l'université du 21^e siècle, dont celles qui pourraient potentiellement compromettre l'esprit démocratique – qui, depuis le début, a permis que l'université serve le bien de tous. Il énumère les valeurs essentielles à la poursuite effective de la connaissance et explique que l'efficacité de l'université, depuis plus de 900 ans, dépend du maintien d'un fragile équilibre entre liberté et responsabilité – qui est l'essence même de l'esprit démocratique. La société soutient l'université, en lui octroyant à la fois des moyens financiers et un degré remarquable d'autonomie et de liberté académique – étant entendu que les ressources et la liberté de celle-ci sont utilisées de façon responsable pour servir les intérêts de tous et promouvoir le bien public.

Ce document fera valoir que le développement de l'esprit démocratique chez les étudiants est une conséquence de la vie universitaire et de l'enseignement plutôt que le résultat d'un endoctrinement artificiel. Enfin, il appellera l'assemblée à affirmer que la formation de citoyens instruits, capables de jugement critique, de discernement moral et d'une expression claire, et désireux de s'engager dans le débat public et le service public est à la fois l'unique obligation et la plus haute responsabilité de l'université.

Biographie

Frank Rhodes a été président de l'Université Cornell pendant dix-huit ans avant de se retirer en 1995. Auparavant, il avait occupé les fonctions de vice-président des questions universitaires à l'Université du Michigan.

Géologue de formation, Franck Rhodes a publié maints ouvrages dans les domaines de la géologie, de la paléontologie, de l'évolution, de l'histoire des sciences et de l'éducation, dont : *Language of the Earth*, *The Evolution of Life*, *Geology, Evolution*, et son récent ouvrage, *The Creation of the Future: The Role of the American University*. 35 diplômes lui ont été accordés à titre honorifique. Il est l'avant-dernier président de la Société philosophique américaine.

Henry Teune

Toile de fond et objectif du forum

Universités et démocratie

Ce forum permettra de rassembler pour les cristalliser les multiples initiatives lancées en divers lieux dans le cadre d'un processus global qui amènera les établissements d'enseignement supérieur à assumer la responsabilité du développement démocratique. Les défis à relever sont les suivants : 1) transformer une citoyenneté ancrée dans la notion de devoirs en un état d'active responsabilité eu égard à une amélioration pour les hommes ; 2) élargir les connaissances en passant du partage des « meilleures pratiques » à des comparaisons systématiques entre ce que font les établissements d'enseignement supérieur et les universités pour promouvoir la démocratie parmi leurs étudiants, communautés, nations et dans le monde ; 3) éduquer pour faire comprendre que les responsabilités du citoyen pénètrent la localité, la région, le comté et le monde entier. Nous ne savions pas où allait nous conduire la grande révolution démocratique du début des années 90 ; nous savons à présent que la démocratie est un processus complexe de développement et pas seulement un moment dans l'histoire. Nous, dans l'enseignement supérieur, savons également que, quels que soient les efforts des établissements d'enseignement supérieur et des universités pour promouvoir la démocratie, nos chances de succès seront largement augmentées si nous nous unissons pour partager nos expériences, nos connaissances et nos idées.

L'évidence, c'est que la démocratie, à ce moment de l'histoire humaine, est bonne pour les gens, pour leur santé, leur bien-être, leur prospérité et leur développement personnel. D'ailleurs, un environnement démocratique est également très propice à la prospérité des établissements d'enseignement supérieur et des universités – et tel est le cas dans la plupart des régions du monde. La démocratie pourrait même être une condition nécessaire à la contribution de l'enseignement supérieur au développement humain. Les sociétés démocratiques et l'enseignement supérieur partagent en effet plusieurs valeurs, celles de tolérance, d'inclusion et de respect des différences, ainsi qu'une forte propension à respecter et à célébrer la créativité humaine.

Aux établissements d'enseignement supérieur et aux universités, nous confions les esprits et l'âme de notre jeunesse, mais aussi notre avenir. Or, ceux-ci ont les moyens de découvrir comment parvenir à une amélioration pour les hommes. Parce qu'elle possède les trésors de l'héritage humain, l'université a une responsabilité spéciale : celle d'étendre, de renforcer et de promouvoir la démocratie dans les institutions, les capacités et la culture.

Genèse

L'histoire de ce forum a entre 5 et 10 ans. En mai 1999, à l'occasion de son 50^e anniversaire, le Conseil a adopté la Déclaration de Budapest, document éloquent au sujet des responsabilités de l'enseignement supérieur pour la démocratie et le développement humain. En juin de cette même année, aux USA, 51 présidents d'établissement d'enseignement supérieur et d'université ont signé une Déclaration du Président sur la responsabilité civique de l'université et de la recherche, baptisée Déclaration Wingspread – du nom du lieu de la rencontre – pour affirmer leurs responsabilités eu égard à la démocratie. Plus tard ce même été, des initiatives du Comité de l'enseignement supérieur et de la recherche du Conseil de l'Europe (CC-HER) ont conduit à la création de l'International Consortium for Higher

Education, Civic Responsibility, and Democracy, formé du American Council on Higher Education, de l'Association of American Colleges and Universities et de Campus Compact. Ensemble, le Consortium international et le Conseil ont entrepris un projet de recherche comparatif et transnational sur « les universités en tant que sites de citoyenneté », qui avaient été établies par le Comité de l'enseignement supérieur et de la recherche du Conseil de l'Europe au printemps 1999.

En avril 2005, lors d'une réunion à Philadelphie des représentants du CC-HER et du Consortium international, il a été décidé de proposer la tenue d'un forum à Strasbourg l'année suivante, afin de rendre compte des derniers efforts déployés à l'occasion de l'Année 2005 de la citoyenneté par l'éducation. Parmi les objectifs visés, il s'agirait de recentrer dans deux directions les efforts pour relier l'enseignement et la démocratie : 1) pour leur donner une dimension plus globale ; et 2) pour faire en sorte que les établissements d'enseignement supérieur et les universités deviennent eux-mêmes des citoyens responsables dans un monde démocratique. Tout comme les entreprises, les pays et les individus sont invités à agir en tant que citoyens, au-delà de leurs intérêts propres, les établissements d'enseignement supérieur et les universités doivent à présent prendre l'initiative d'affirmer leurs responsabilités citoyennes.

Les nouvelles directions pour les universités citoyennes

Les établissements d'enseignement supérieur et les universités ont une contribution spécifique à apporter en tant que citoyens du monde. Dans cet objectif, revenons sur les trois tendances qui se dessinent actuellement. Premièrement, le concept de citoyenneté tend à s'élargir : d'obligations relativement passives (le citoyen doit obéir à la loi, payer ses impôts et voter), on passe à une citoyenneté active destinée à promouvoir des sociétés démocratiques et des citoyens porteurs d'une culture démocratique solidaire. Dans le contexte de cet élargissement de la notion de citoyenneté, on assiste à l'extension et au renforcement des engagements eu égard aux droits de l'homme et au regain des efforts des Nations Unies pour reprendre la tête dans la promotion des droits de l'homme par l'éducation à tous les niveaux.

Deuxièmement, on peut aujourd'hui accéder à plus d'informations sur les établissements d'enseignement supérieur et les universités en tant qu'institutions, et les organiser dans une base de recherche globale et comparative sur ce qu'elles font, pourquoi et avec quels résultats. Cette base devrait progressivement inclure des données sur l'engagement des établissements d'enseignement supérieur et des universités dans leurs communautés environnantes, via leurs professeurs et leurs étudiants, rendu possible par un meilleur apprentissage des notions de société civile et de service. Les protocoles de recherche des universités sont aujourd'hui accessibles aux chercheurs qui souhaitent collaborer, partout dans le monde, et un cadre global pour la collecte de données venues du monde entier est en cours de construction. Indubitablement, les établissements d'enseignement supérieur et les universités, en tant que dépositaires des connaissances humaines et sources de nouveaux savoirs, grâce à une recherche guidée par l'innovation, sont des acteurs de poids des développements mondiaux – même s'ils n'agissent pas à la manière de citoyens responsables.

Troisièmement, l'idée de citoyenneté globale fait son chemin. A partir de la citoyenneté locale et municipale puis de la citoyenneté nationale, l'idée d'une citoyenneté globale basée sur les droits de l'homme et porteuse de responsabilités particulières est en train d'émerger. Le nombre d'organisations, de conférences et de publications dédiées à ce concept est en pleine expansion. Or, les établissements d'enseignement supérieur et les universités sont en mesure

de donner une perspective spéciale de la citoyenneté globale, parce qu'elles font partie des institutions les plus locales, implantées en un lieu unique, souvent depuis longtemps et grâce à des investissements considérables en bâtiments et en bibliothèques et parce qu'elles sont les symboles de grandes réussites. Pourtant, elles sont aussi les institutions les plus globales, messagers d'une vérité universelle et néanmoins ouvertes à tous les défis, d'où qu'ils viennent.

Universités et démocratie : les années à venir

L'euphorie de la seconde révolution démocratique en 1989 est retombée dès la fin du siècle. Il y a eu de gros efforts, d'autres révolutions démocratiques en Europe et en Asie, mais aussi quelques cas de régression. Pourtant, le cap reste mis sur la mondialisation et l'ouverture du monde, sur la démocratie et l'intégration de chacun dans le monde.

Lorsque, en 1857, Francis Lieber de Berlin a obtenu la chaire d'histoire et de sciences politiques à l'Université de Columbia à New York, il a déclaré dans son discours inaugural que, à l'ère des métropoles, pour la première fois dans l'histoire, l'homme devait résoudre le problème de la compatibilité entre un niveau élevé de liberté générale et individuelle et des villes très peuplées. L'une des solutions était la démocratisation de la gouvernance des villes grâce à l'élection directe des maires et des membres des conseils municipaux. Les échecs ont été nombreux, notamment dans les villes qui tentaient de gérer la diversité et les libertés humaines en corrompant les opposants et en négligeant les pauvres. Néanmoins, aux USA, les établissements d'enseignement supérieur et les universités ont continué à s'efforcer de trouver des solutions aux problèmes que posait une société en phase d'urbanisation.

Aujourd'hui, le problème qui se pose, c'est la démocratie dans un monde global. La démocratie exclut certainement les options qui consistent à corrompre les traditionnels centres du pouvoir et à tolérer les souffrances humaines. Mais, en tant que citoyens du monde, les établissements d'enseignement supérieur doivent s'attaquer à ce défi et le relever de manière démocratique, en travaillant ensemble dans la recherche et la formulation d'idées.

Luc WEBER

L'Université responsable

Après une introduction pour situer le sujet et annoncer le développement qui en sera fait, la première partie identifiera et développera la responsabilité des établissements d'enseignement supérieur à l'égard de la société en général, et plus particulièrement en matière de culture démocratique, de droits de l'homme et de développement durable. Nous y rappellerons la contribution unique de l'enseignement supérieur et de la recherche pour l'économie et la société, tant au niveau individuel que collectif. Nous examinerons ensuite l'impact des profonds bouleversements qui marquent l'époque actuelle, en particulier la globalisation et les progrès fulgurants de la science et des techniques, sur la société en général et sur les établissements d'enseignement supérieur et de recherche. Cela nous donnera l'occasion d'affirmer que, si l'on est en droit d'attendre des établissements qu'ils s'adaptent pour répondre aux nouvelles exigences, il est capital aussi qu'ils assument pleinement leurs responsabilités à l'égard de la société. Ils ont en effet une position particulièrement privilégiée, pour ne pas dire unique, pour préserver et transmettre l'héritage culturel de la société, créer et transmettre des connaissances nouvelles et se prononcer en toute indépendance et avec des méthodes scientifiques éprouvées sur les problèmes de société.

Dans la seconde partie, nous examinerons plus particulièrement comment les établissements d'enseignement supérieur peuvent assumer au mieux leur responsabilité à l'égard de la société. Nous affirmerons et justifierons en premier lieu que l'autonomie des établissements à l'égard des pouvoirs publics, économiques et religieux doit être garantie, mais qu'elle n'est cependant pas suffisante. A ce sujet, nous brosserons un rapide tableau de la manière dont les établissements universitaires peuvent s'acquitter de leur responsabilité à l'égard de la société par leur recherche, leur enseignement et le service à la collectivité. Puis nous examinerons sur un plan plus pratique les principaux défis internes qui doivent être relevés par un établissement responsable. L'un d'entre eux est de savoir comment susciter l'intérêt de chercheurs par ailleurs très fortement sollicités par la compétition très vive qui règne dans le monde de la science; l'autre est de savoir comment faire passer le message à une jeunesse qui n'aime pas qu'on lui dise comment se comporter et qui, dans l'ensemble, à une approche très utilitariste de son passage à l'université. Nous examinerons enfin les limites, voire les dangers d'un plus grand engagement sociétal des établissements d'enseignement supérieur et de recherche et le rôle de leurs leaders.

Biographie

Après des études en sciences économiques et politiques, Luc Weber est professeur d'économie à l'Université de Genève depuis 1975. En tant qu'économiste, il joue le rôle de conseiller auprès du gouvernement fédéral suisse et des gouvernements des cantons. Il est membre du Conseil suisse des consultants en économie (Swiss Council of Economic Advisers) depuis trois ans. Depuis 1982, il participe activement à la gestion universitaire et à la politique de l'enseignement supérieur, d'abord en tant que recteur puis en tant que recteur adjoint de l'Université de Genève, de même que président puis consul pour les affaires internationales de la Conférence des recteurs suisses. Avec Werner Hirsch, il est co-fondateur du Colloque de Glion et fait partie des membres fondateurs de l'Association européenne des universités (AEU). Actuellement, il est président du Comité de l'enseignement supérieur et de

la recherche du Conseil de l'Europe et vice-président de l'Association internationale des universités (AIU). Il s'est vu récemment remettre à titre honorifique un diplôme de l'Université catholique de Louvain-la-Neuve récompensant sa contribution à l'enseignement supérieur.